

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**GROUPE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE APHP. CENTRE  
Université Paris Cité**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
(C.C.P)**

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour missions de contrôle technique de  
construction (C.T.C) relatives à l'opération de regroupement des services  
d'hématologie adulte du groupe hospitalier APHP.Centre Université Paris Cité – Site  
Cochin**

**Marché à procédure adaptée - consultation n°25-TV370CCH**

**Applicable au marché pour l'exercice de la mission de :**

**MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE – PHASE REALISATION (VISA-DET-AOR-GPA)**

**Opération concernée : Regroupement des services d'hématologie adulte du groupe  
hospitalier APHP.Centre Université Paris Cité – Site Cochin**

Maitrise d'Ouvrage :

Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP)

Groupe Hospitalo-Universitaire APHP. Centre - Université de Paris

Direction des travaux et de la maintenance technique – Hôpital Cochin

123, boulevard Port Royal – 75014 Paris

Interlocuteur : Laurane PIVOT – Conducteur d'opérations

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	1 / 23

## SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES .....	4
1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	5
1.1 Objet du marché .....	5
1-2 Tranches .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	6
3. RESPONSABLES TECHNIQUES DE L'ÉTUDE .....	6
3.1 Personne publique .....	6
3.2 Titulaire .....	6
4. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES .....	7
4.1 Contenu des prix .....	7
4.2 Variation des prix .....	7
4.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	7
4.4 Unité monétaire utilisée pour les règlements .....	7
4.5 Détermination des montants de rémunération .....	7
4.6. Modalités du règlement des acomptes .....	7
4.7. Projets de décomptes .....	8
4.8. Paiement des sous-traitants .....	9
4.8.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché .....	9
4.8.2 Modalités de paiement direct .....	10
4.9. Délai de paiement .....	11
5. EXÉCUTION ET DÉLAIS .....	11
5.1 Durée d'exécution des prestations .....	11
5.2 Délais d'exécution .....	11
6. CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHÉ .....	12
6.1 Contrôle .....	12
6.2 Suivi du marché .....	12
6.3 Insertion de prestations nouvelles .....	12
7. CLAUSES DE FINANCEMENT .....	13
7.1 Retenue de garantie. ....	13
7.2 Avance .....	13
7.2.1 Conditions de versement de l'avance .....	13
7.2.2 Montant de l'avance .....	13
7.2.3 Remboursement de l'avance .....	13
8. ENVOI, RÉCEPTION ET CONTROLE DES DOCUMENTS .....	13
8.1 Nombres d'exemplaires .....	13
8.2 Délais d'approbation de la Direction des Investissements .....	14

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	2 / 23

9. PÉNALITÉS DE RETARD .....	14
9.1. Pénalités pour retard.....	14
9.2 Pénalités pour non présence à la réunion de chantier hebdomadaire .....	14
9.3 Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé.....	14
10. ACHÈVEMENT DE LA MISSION DE CONTRÔLEUR TECHNIQUE .....	15
11. RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	15
11.1 Résiliation du marché du fait de la Direction investissements .....	15
11.2 Résiliation du marché au tort du titulaire .....	15
12. OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	15
13. ASSURANCES.....	15
14. LITIGES .....	16
15. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....	16
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES.....	17
16. DISPOSITIONS GENERALES .....	18
16.1 Objet du marché .....	18
16.2 Contenu de l'opération – Surface – Coût prévisionnel des travaux .....	18
16.3 Durée du marché .....	20
16.4 Maîtrise d'ouvrage (MOA) – Conduite d'opération.....	20
16.5 Maîtrise d'œuvre (MOE).....	20
17. CONTENU ET MODALITES D'EXCUTION .....	20
17.1 Contenu des missions.....	20
17.2 Modalités d'exécution .....	21
17.2.1 Phase conception.....	21
17.2.2 Phase travaux .....	22
17.2.3 Suivi des avis en phase chantier .....	22
17.3 Responsable technique du contrôle .....	22
17.4 Responsabilité du Contrôleur technique.....	23
17.5 Durée des interventions .....	23

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES**

---

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	4 / 23

# 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) concernent l'exécution, dans le cadre d'un marché, **d'une mission de Contrôle Technique** pour l'opération de travaux « Regroupement des services d'hématologie adulte du groupe hospitalier APHP.Centre Université Paris Cité – Site Cochin » de la phase Réalisation (VISA-DET-AOR-GPA).

La phase conception est finalisée. Le RICT réalisé sur la base du dossier PRO est joint au dossier.

Le permis de construire a été obtenu (N° PC 075 114 23 P0031 daté du 26/02/2024). Les attendus sont joints au dossier.

La phase préalable de curage, désamiantage, démolition est finalisée et ne fait pas partie du périmètre de la mission.

La phase injection / confortement des carrières est en cours et ne fait pas partie du périmètre de la mission.

### **MAITRE D'OUVRAGE :**

Assistance Publique – Hôpitaux de Paris  
GHU APHP. CENTRE – Université Paris Cité  
Direction des Investissements – Hôpital Cochin

### **MAITRE D'ŒUVRE :**

Mandataire : Carta - Reichen et Robert & Associés  
Co-traitants : BG Ingénieurs / Cyprium

Estimation prévisionnelle des travaux : 33 740 000 € H.T.

Surface	
Neuf	Réhabilitation
9100 m <sup>2</sup>	3700 m <sup>2</sup>

Le délai prévisionnel de la mission est de 23 mois.

Les travaux devraient débuter en septembre 2025 par les études d'exécution.

Corps d'état concernés : Gros œuvre - fondations, menuiserie, courants forts – courants faibles, CVC Désenfumage, plomberie, SSI, Faux plafonds, fluides médicaux, sol, peinture

Adresse concernée par l'opération : Site Cochin – Bâtiment Pasteur – 27, Rue du Faubourg Saint-Jacques – Paris 14ème

L'opération est décrite au présent document, à l'article 16.1.

Les travaux seront réalisés dans un service hospitalier. A ce titre, toutes les dispositions nécessaires pour la protection et l'hygiène des personnels de l'établissement et de ses visiteurs seront implicitement dues sans restriction.

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	5 / 23

## **2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. - PI les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (AE) et la proposition financière du titulaire, accompagnée du tableau de décomposition des temps d'intervention et du tableau de décomposition du prix global.
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ainsi que ces annexes, notamment le DCE, le permis de construire, le RICT et les attendus du PC.
- Le mémoire technique sur les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation. L'opérateur économique est tenu de joindre à son offre ce document qui aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'ouvrage.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

### **Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux ci-après en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article « Mois d'établissement des prix du marché » :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles en vigueur ;
- La norme NF P 03-100 : critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 ;
- Les Conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction, adoptées par le COPREC le 30 mai 1997 et amendé le 26 mai 2000.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

## **3. RESPONSABLES TECHNIQUES DE L'ÉTUDE**

### **3.1 Personne publique**

Les bons de commande seront émis par les personnes dûment habilitées de la Direction des Investissements du Groupe Hospitalier APHP. Centre Université Paris Cité.

### **3.2 Titulaire**

Le titulaire indiquera, dès la notification du marché le nom du ou des contrôleurs techniques qui le représenteront quotidiennement dans l'exécution de la commande.

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	6 / 23

Le changement de responsable technique qualifié sera soumis à l'approbation préalable du Pouvoir Adjudicateur.

#### **4. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

##### **4.1 Contenu des prix**

Les prix déterminés par les candidats et portés au bordereau des prix sont calculés hors T.V.A. et sont établis sur la base du coût d'une vacation des différents intervenants pour les missions.

##### **4.2 Variation des prix**

Le coefficient Syntec applicable pour le calcul de la révision de l'acompte du mois n d'exécution des prestations, est donné par la formule :

$$P = P0 \times (0,15 + ((0,85 \times \frac{\text{Syntec}}{\text{SyntecM0}})))$$

<b>Sigle</b>	<b>Signification</b>
M0	Mois du dépôt de la dernière offre ou de la dernière révision.
P	Prix révisé
P0	Prix au mois M0
SyntecM0	Indice mensuel du coût horaire du travail dans le domaine des prestations intellectuelles mois M0
Syntec	Dernier indice publié connu à la date de réception de l'acompte

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

##### **4.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. selon la réglementation en vigueur.

##### **4.4 Unité monétaire utilisée pour les règlements**

Les décomptes seront libellés en Euros.

##### **4.5 Détermination des montants de rémunération**

Le montant de rémunération est déterminé selon les missions demandées :

- Mission de base : montant par application d'un pourcentage lié au montant des travaux,
- La révision de prix calculée selon l'article 4.2 du présent C.C.P.

##### **4.6. Modalités du règlement des acomptes**

Au fur et à mesure de l'exécution de la mission, des états d'acomptes pourront, à la demande du titulaire, être adressés à la personne représentant le Maître d'ouvrage au fur et à mesure de l'avancement des études et des travaux selon la répartition suivante :

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	7 / 23

Acompte	Echéance	Pourcentage prix global forfaitaire de la rémunération	Pourcentage cumulé
Acomptes mensuels	A l'issue de chacun des mois suivants la délivrance de l'ordre de service de démarrage des travaux (y compris préparation de chantier) à l'entreprise et jusqu'à la réception de l'ouvrage. 80 % du prix du marché feront l'objet d'acomptes mensuels	80 %	80 %
Acompte à réception des travaux	Après levée des réserves portées sur le RVRAT et après avis favorable de la Commission de sécurité	15 %	95 %
Solde	A l'issue de la garantie de parfait achèvement	5 %	100 %

Les acomptes visés au présent article seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans l'acte d'engagement.

Les demandes d'acompte et de soldes devront comporter obligatoirement :

- Les éléments contenus dans le bon de commande de l'opération,
- L'état d'avancement de la mission,
- Le montant demandé.

Les demandes incomplètes seront non recevables et retournées au titulaire du présent marché.

#### **4.7. Projets de décomptes**

Le projet de décompte du mois "M" des sommes dues au titulaire doit être remis au Maître d'Ouvrage avant le dernier jour du mois "M + 1". Celui-ci dispose ensuite de 15 jours pour faire connaître par écrit au titulaire, les modifications qui ont conduit au décompte mensuel retenu par lui.

Le titulaire dispose ensuite de 15 jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois "M" qui est calculé sur la base des conditions admises par le Maître d'Ouvrage.

Le projet final est remis au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, dans un délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement.

Le Maître d'Ouvrage vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, calculée à partir des postes suivants :

- Le forfait initial de rémunération, décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées à l'article 4.2 du présent CCP ;
- Les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage selon l'article 9 du présent CCP.

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	8 / 23



Le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ci-dessus ;
- La récapitulation du montant des décomptes périodiques ;
- L'incidence de la T.V.A. ;
- Le montant du solde à verser au titulaire.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Chaque demande de paiement devra être, au format dématérialisé, sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Numéro de Siret APHP 26750045201928 et code service de Cochin :

- 021 pour Cochin,

Le titulaire transmettra ses factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant ses données de facturation ou encore en déposant ses fichiers PDF (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturationelectronique>.

Les factures doivent indiquer :

- nom et adresse du créancier ;
- n° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement ;
- les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation des prestations réalisées ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des prestations réalisées T.T.C ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de réception des services et leur date.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

#### **4.8. Paiement des sous-traitants**

##### **4.8.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché**

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

L'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	9 / 23

- La date (ou le mois) d'établissement des prix ;
  - Les modalités de mise à jour du prix ;
  - Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
  - Le compte à créditer du sous-traitant.
- Le comptable assignataire des paiements

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-6 à R.2143.16 ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cette déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces suivantes : assurances, déclarations fiscales et sociales et tous documents justifiant des aptitudes professionnelles du sous-traitant.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné par le marché.

#### 4.8.2 Modalités de paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché ou, en cas de groupement, à celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose contre récépissé.

Le titulaire ou celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	10 / 23

titulaire ou celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé, à l'adresse définie à l'article 6.2 du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article 4.9 du présent document. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'alinéa précédent.

#### **4.9. Délai de paiement**

Le mode de règlement est le virement administratif avec paiement maximum à 50 jours.

Le point de départ de ce délai est fixé à compter de la date de dépôt de la facture sur le portail CHORUS. Pour le solde, à compter de la notification par le Maître d'ouvrage du décompte général.

Au-delà du délai maximum de paiement prévu à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit. Le taux retenu pour le calcul des intérêts moratoire est le taux de refinancement de la banque centrale européenne augmenté de huit points.

### **5. EXÉCUTION ET DÉLAIS**

#### **5.1 Durée d'exécution des prestations**

Les prestations débutent à la date de notification du marché.

Pour l'opération de travaux, les interventions du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement lorsqu'elle est prévue, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.).

#### **5.2 Délais d'exécution**

Le contrôleur technique devra s'attacher à ne pas retarder le déroulement de l'opération en intervenant le plus en amont possible. A défaut de les obtenir spontanément, il mettra les intervenants en demeure de lui fournir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation fixée aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître.

Il devra en particulier respecter les délais indiqués pour les tâches repères répertoriées dans le tableau ci-après, à défaut d'autres délais précisés au présent C.C.P.

Pour l'opération de travaux, les observations et avis du bureau de contrôle devront être remis en phase conception et réalisation dans les délais arrêtés à l'article 17.5 du présent document.

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	11 / 23

## **6. CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHÉ**

### **6.1 Contrôle**

La direction des Investissements de l'Hôpital Cochin du GHU APHP. Centre – Université Paris Cité se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

La direction des investissements de l'Hôpital Cochin du GHU APHP. Centre – Université Paris Cité se réserve le droit de contrôler à tout moment les diplômes et les aptitudes professionnelles du personnel mis à la disposition notamment la compréhension des observations qui peuvent leur être faites ainsi que la connaissance des précautions à prendre dans l'exécution des tâches confiées.

Il se réserve également le droit, lorsqu'elle a signalé un manquement professionnel du personnel mis à sa disposition, de demander à l'entreprise titulaire les mesures qu'elle a mises en œuvre pour sanctionner ce manquement.

Le nom et la qualification des agents devront être communiqués à la direction des Investissements de l'Hôpital Cochin qui se réserve le droit de vérifier l'identité des agents en mission sur le site.

Les agents doivent pouvoir lire, écrire et parler la langue française.

### **6.2 Suivi du marché**

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité qui sera communiquée au titulaire.

La fiche comprend une partie strictement réservée au titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à la **Direction des Investissements de l'Hôpital Cochin – bâtiment Le Cloître - 123 boulevard Port Royal - 75014 Paris.**

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

### **6.3 Insertion de prestations nouvelles**

La direction des Investissements de l'Hôpital Cochin du GHU APHP. Centre – Université Paris Cité se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'avenant.

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	12 / 23

## **7. CLAUSES DE FINANCEMENT**

### **7.1 Retenue de garantie.**

Sans objet.

### **7.2 Avance**

#### **7.2.1 Conditions de versement de l'avance**

Si le montant initial du bon de commande ou de la prestation est supérieur à 50 000 € HT et (conditions cumulatives) que le délai d'exécution des prestations est supérieur à 2 mois, une avance obligatoire est accordée au titulaire et/ou au(x) sous-traitant(s). Ils peuvent y renoncer dans l'acte d'engagement pour le titulaire et dans la déclaration de sous-traitance pour le sous-traitant.

#### **7.2.2 Montant de l'avance**

Le montant de l'avance est calculé en € TTC sur la base des prestations non sous-traitées pour le titulaire et uniquement pour la partie sous-traitée pour les sous-traitants.

Le montant de l'avance est égal à :

- 5% du montant du bon de commande ou de la prestation sous-traitée pour les Entreprises de Taille intermédiaire (ETI) et Grande Entreprise ;
- 30% du montant du bon de commande ou de la prestation sous-traitée pour les petites et moyennes entreprises.

#### **7.2.3 Remboursement de l'avance**

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 40% du montant liquidé.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant liquidé.

Le remboursement a également lieu, en cas de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché proportionnellement à la part sous-traitée.

## **8. ENVOI, RÉCEPTION ET CONTROLE DES DOCUMENTS**

### **8.1 Nombres d'exemplaires**

Les documents particuliers sont remis par le Contrôleur Technique au Maître de l'ouvrage en 2 exemplaires papiers et 1 exemplaire sous format informatique sauf stipulation contraire dans le présent CCP.

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	13 / 23

Les plans, pièces graphiques, documents réalisés par le prestataire sont tous communiqués sous formats informatique (clé USB, à l'exclusion d'un CDRom) et sous 2 formes distinctes, un format non modifiable type .pdf et un format modifiable type .dwg, .xls, .doc, ...

## **8.2 Délais d'approbation de la Direction des Investissements**

Les délais courent à compter de la date de réception par le Maître de l'ouvrage du document qui lui est adressé.

Si la décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai prévu à l'article 28 du CCAG PI, la prestation est considérée comme reçue avec effet à compter de l'expiration du délai (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le Maître d'Ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire du marché des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **9. PÉNALITÉS DE RETARD**

### **9.1. Pénalités pour retard**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité en cas de retard dans la remise des divers documents dus au titre de sa mission. L'ensemble des pénalités sont exprimées en montant nets de taxes à déduire sur le montant global HT.

Pour la remise des différents rapports à remettre par le titulaire dans l'exercice de sa mission, le titulaire encourt une pénalité de 150€ HT par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

**La maîtrise d'ouvrage rappelle l'importance toute particulière pour la bonne tenue du planning du chantier de disposer des avis sur les documents d'exécution dans les délais rappelés à l'article 17.5 du présent CCP.**

Pour la remise des avis sur documents d'exécution, le titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité de 150€ HT par jour de retard et par document attendu.

### **9.2 Pénalités pour non présence à la réunion de chantier hebdomadaire**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 150 € pour non présence à la réunion de chantier hebdomadaire, dans le cas où il ne répond pas à une convocation. Cette pénalité est cumulable.

### **9.3 Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé**

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du code du Travail, lorsque le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le titulaire de régulariser la situation.

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	14 / 23

A défaut de régularisation, le RPA peut soit appliquer des pénalités soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé s'élèvent :

- À 45 € HT par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé par décret en Conseil d'Etat, et confirmé par l'avis de réception ;
- Au maximum à 10% du montant total du marché ;
- Au maximum à 45 000 euros (amende prévue à l'article L8224-1), à 75 000 euros (amende prévue à l'article L8224-2), à 1 000 000 euros (amende prévue à l'article L8224-5).

Elles s'appliquent sur le montant hors taxes des acomptes prévu au 4.1 du présent C.C.P.

## **10. ACHÈVEMENT DE LA MISSION DE CONTRÔLEUR TECHNIQUE**

L'achèvement de la mission, fera l'objet d'une décision de réception, par le Maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du C.C.A.G. - PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## **11. RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Il sera fait le cas échéant application du chapitre 7 « résiliation » du C.C.A.G. - PI avec les précisions suivantes :

### **11.1 Résiliation du marché du fait de la Direction investissements**

Par dérogation aux l'article 38 et 40 du C.C.A.G. - PI, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du marché hormis le règlement des prestations commandées avant et acceptées après la date de résiliation.

### **11.2 Résiliation du marché au tort du titulaire**

Le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39 du C.C.A.G.-PI, les prestations déjà accomplies par le titulaire du marché et acceptées par le Maître d'ouvrage seront rémunérées sans abattement.

Dans le cas où une personne physique désignée pour assurer la mission du bureau de contrôle serait remplacée sans l'accord explicite du Maître d'Ouvrage, le présent marché sera résilié aux torts exclusifs du titulaire.

## **12. OBLIGATION DE DISCRÉTION**

Le titulaire s'engage à ne communiquer aucun renseignement, document ou résultat quelconque à des tiers sans autorisation du Maître d'Ouvrage. Tout manquement à cette obligation entraînera de plein droit la résiliation du marché aux torts du titulaire.

## **13. ASSURANCES**

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la lettre l'informant de sa sélection, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	15 / 23

cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de sa mission au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

#### **14. LITIGES**

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre le GHU APHP. Centre – Université de Paris et le titulaire du marché, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du code de Justice Administrative.

#### **15. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Article du CCP	Article du CCAG	Objet
2	4.1	Hierarchie des pièces
9	14.1	Pénalités de retard
11.1 et 11.2	38 et 40	Résiliation



# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

---

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	17 / 23

## **16. DISPOSITIONS GENERALES**

### **16.1 Objet du marché**


La présente consultation porte sur les missions de contrôle technique de la construction (C.T.C) en assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner l'opération de travaux - « Regroupement des services d'hématologie adulte du groupe hospitalier APHP.Centre Université Paris Cité – Site Cochin », **sur la phase réalisation (VISA-DET-AOR-GPA).**

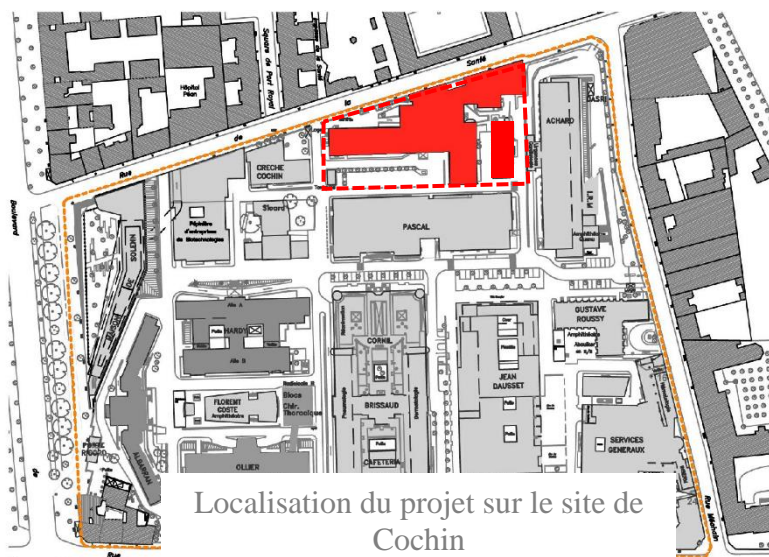
### **16.2 Contenu de l'opération – Surface – Coût prévisionnel des travaux**

<b>Opération :</b> Regroupement des services d'hématologie adulte du groupe hospitalier APHP.Centre Université Paris Cité – Site Cochin		<b>MOE :</b> <input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<b>Classement du bât. :</b> ERP U3		<b>PC :</b> <input checked="" type="checkbox"/> oui (obtenu) <input type="checkbox"/> non
<b>Coût des travaux dans le périmètre de la mission (€ HT) :</b> 33 740 000 €	<b>Surface aménagée (m²) :</b> neuf : 9100 m² réhabilitation : 3700 m²	
<b>Délai des travaux :</b> 23 mois	<b>Date démarrage études exécution :</b> Septembre 2025	
<b>Corps d'état :</b> Gros œuvre - fondations, menuiserie, courants forts – courants faibles, CVC Désenfumage, plomberie, SSI, Faux plafonds, fluides médicaux, sol, peinture		
<b>Descriptif succinct des travaux :</b> Le Groupe Hospitalier APHP.Centre-Université de Paris souhaite regrouper les 2 services d'Hématologie clinique de Necker et de Cochin sur le site de Cochin, dans l'emprise des bâtiments Pasteur et Lavoisier.  Le périmètre « bâti » de cette opération est d'une part, la réutilisation du bâtiment historique Pasteur A – Delber et d'autre part, la construction d'un nouveau bâtiment, en partie sur l'emprise des bâtiments Pasteur B et Lavoisier démolis dans le cadre de l'opération. Le projet intègre également, la connexion par galerie souterraine, du bâtiment au réseau existant de galeries du site de Cochin.  La phase conception est finalisée. Le RICT réalisé sur la base du dossier PRO est joint au dossier. Le permis de construire a été obtenu (N° PC 075 114 23 P0031 daté du 26/02/2024). Les attendus sont joints au dossier.  La phase préalable de curage, désamiantage, démolition est finalisée et ne fait pas partie du périmètre de la mission. La phase injection / confortement des carrières est en cours et ne fait pas partie du périmètre de la mission.		




Ce projet a pour objectif de regrouper les services d'hématologie de Necker et de Cochin sur le site de Cochin et dans le bâtiment Pasteur modifié et ses alentours.

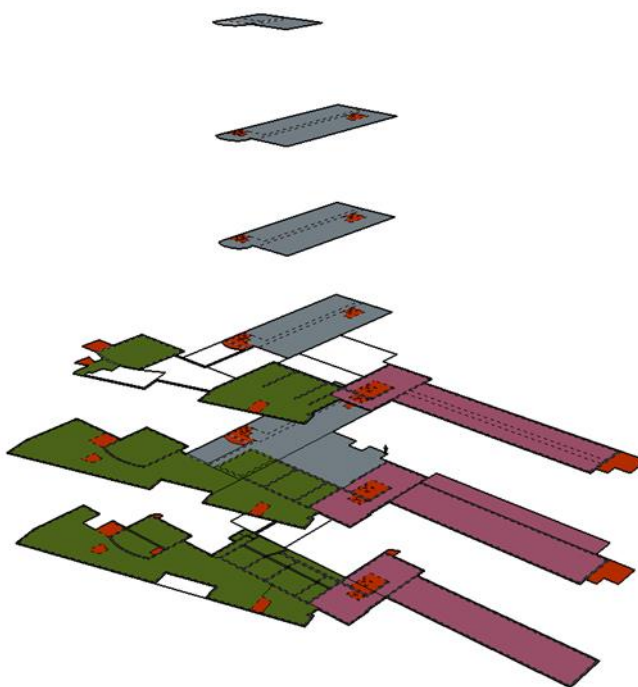
Bâtiment Pasteur concernés par l'opération : [REDACTED]

Zone d'emprise possible de l'opération : 



Le principe des travaux envisagés peut être présenté de manière synthétique comme suit :

- **La restructuration** des parties en construction traditionnelle :
  - Aile A 
  - Partie Delbet 
- **La démolition** de l'aile B  et du bâtiment Lavoisier (non représenté) **et la reconstruction de l'aile B (Non représentée)**
- **L'adaptation des aménagements extérieurs** : ces interventions concernent les aménagements de voiries nécessaires (Livraisons / véhicules légers), les différents accès piétons, l'adaptation des réseaux techniques, la connexion avec la galerie souterraine existante



APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	19 / 23

### **16.3 Durée du marché**

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

Les missions des prestataires intellectuels prennent fin à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, telle que définie à l'article 44.1 du nouveau Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux.

### **16.4 Maîtrise d'ouvrage (MOA) – Conduite d'opération**

Le GHU APHP. Centre - Université Paris Cité est Maître d'Ouvrage.  
La conduite d'opération est assurée par la Direction des Investissements - 123 Boulevard Port Royal - 75014 PARIS

### **16.5 Maîtrise d'œuvre (MOE)**

Le maître d'ouvrage a recours à un maître d'œuvre pour cette opération.

## **17. CONTENU ET MODALITES D'EXCUTION**

### **MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE DE CONSTRUCTION**

Les missions de contrôle technique confiées au titre du présent marché ont pour but de s'assurer que les installations, équipements, aménagements et travaux sont établis et réalisés en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur.

Ces missions sont définies par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

Il est attiré l'attention du titulaire sur les niveaux (et leur découpage) concernés par l'opération ; le maître d'œuvre pourra être amené à proposer une méthodologie de travaux différente de celle présentée dans le programme. Cette méthodologie pourrait conduire à ce que les niveaux réhabilités soient différents de ceux présentés dans le programme des travaux fourni en annexe.

### **17.1 Contenu des missions**

Les missions confiées au titulaire sont les suivantes :

TYPE DE MISSION	NATURE DE LA MISSION	A RETENIR
L	Solidité des ouvrages	X
P1 ou LP	Solidité des ouvrages indissociables et dissociables	
LE	Solidité des existants	X

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	20 / 23

AV	Vérification de la stabilité des constructions avoisinantes	
PV	Examen et récolement des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques.	
SH	Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments d'habitation	
STI	Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail uniquement	
SEI	Sécurité incendie des personnes dans les ERP (établissements recevant du public) et les IGH (immeubles de grande hauteur).	X
PS	Sécurité incendie des personnes dans les constructions en cas de séisme	
HAND	Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées	X
BRD	Respect des prescriptions réglementaires pour l'accès et le passage des brancards	
TH	Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments	X
PHh	Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments d'habitation	
PHa	Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments autres qu'habitation	X
F	Vérification du fonctionnement des installations permettant d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles	
ENV	Relative à l'environnement et aux installations classées pour la protection de l'environnement	
HYSh	Vérification de la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments d'habitation	
HYSa	Vérification de la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et à la santé dans les autres constructions	
GTB	Complète les missions sécurité et fonctionnement ; Porte sur le système de gestion technique du bâtiment	
CABL	Concerne la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles	
CD	Est relative au comportement dynamique des supports de machines, notamment lorsque leurs déplacements successifs sont susceptibles d'affecter le fonctionnement des machines ou la résistance des structures supports	

Les missions du bureau de contrôle comprennent également la vérification initiale des installations électriques ainsi que la réalisation de l'attestation d'accessibilité d'un bâtiment ERP.

## **17.2 Modalités d'exécution**

### **17.2.1 Phase conception**

Sans Objet

Le contrôleur technique prendra à son compte le RICT déjà réalisé sur la base du PRO.

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	21 / 23

### 17.2.2 Phase travaux

Le prestataire sera présent à minima à deux rendez-vous de chantier par mois, en plus des visites de chantier ponctuelles qu'il aura à effectuer au titre de sa mission et des contrôles correspondants. En cas de non-respect de cette disposition, la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités pour absence en réunion de chantier prévues à l'article 9. du présent CCAP sans mise en demeure préalable.

Chaque visite de chantier et réunion de chantier sera suivi par la diffusion d'une fiche de visite diffusée dans les trois jours par courrier + courriel à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et aux entreprises.

Dans le cadre des opérations préalables à la réception, le contrôleur technique assurera une assistance à la préparation et à la visite de la commission de sécurité. Il sera présent notamment lors des essais SSI, essais de débits, essais des ascenseurs... et réalisera un rapport au moins 4 semaines avant le passage de la commission de sécurité.

Les réserves de contrôle technique portées sur ce rapport devront faire l'objet de levée de réserves en trois vagues successives, à la demande de la maîtrise d'ouvrage. Ce cadencement des vérifications de levée de réserves destiné à apprécier l'effectivité des actions des entreprises permettra de s'assurer de la réussite de la commission de sécurité et de la transmission à cette dernière d'un rapport final (Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux – RVRAT) vierge de toute réserve.

Le contrôleur technique interviendra pour vérifier la levée des éventuelles réserves émises par les commissions de sécurité et d'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

### 17.2.3 Suivi des avis en phase chantier

Une fois par mois, le contrôleur technique transmettra par courriel à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage le récapitulatif des avis non conformes ou suspendus n'ayant pas fait l'objet de réponse. Ce document qui sera présenté sous la forme d'une ou deux feuilles A4 spécifiques reprendra uniquement les avis non conformes ou suspendus.

Quatre semaines avant la fin du chantier, le contrôleur technique transmettra par courrier à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage un dossier papier relié reprenant l'ensemble des fiches de visites et avis émis durant toute la durée du chantier.

## **17.3 Responsable technique du contrôle**

Dès la notification du présent marché, le Contrôleur Technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les différents avis et rapports au cours de l'exécution du marché.

Le changement de responsable technique qualifié doit être soumis au Maître d'Ouvrage et recueillir son accord.

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	22 / 23

#### **17.4 Responsabilité du Contrôleur technique**

Il est expressément précisé que le Contrôleur Technique doit émettre l'ensemble de ses avis techniques dans des délais strictement compatibles avec l'avancement des travaux.

Dans le cas d'un avis tardif rendu après les délais fixés à l'article 17.5, dont la date d'émission n'est pas compatible avec l'avancement des travaux et dont le respect entraîne des surcoûts et/ou des rallongement de délais du chantier, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit, outre d'appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 9, d'engager la responsabilité du Contrôleur Technique et de son assurance afin d'obtenir la prise en charge des conséquences financières, incluant notamment la réalisation de travaux complémentaires ou modificatifs, les rallongements de délais, les désorganisations en terme d'ordonnancement, les réclamations des entreprises... qu'elle aurait eu à supporter.

#### **17.5 Durée des interventions**

Les délais d'intervention ou de remise de documents à produire par le titulaire sont indiqués en durées calendaires.

Liste des documents	Délais d'établissement	Fait générateur
Vérification des documents d'exécution des entreprises	7 jours	Remise des documents par l'entreprise
Compte-rendu de visite de chantier	3 jours	Visite de chantier
RVRAT initial	5 jours	Demande de l'établissement du RVRAT par la MOA
Rapports de levée de réserves	2 jours	Date de visite de contrôle (rappel 3 visites doivent être effectuées)

\*\*\*\*\*

APHP	Consultation n°25-TV370CCH	GHU APHP.CENTRE
CCP	Dernière mise à jour du : juillet 2025	23 / 23